

50.

Journal du Lot

50.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements	Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne.	Rédaction & Administration	Publicité
	3 mois 6 mois 1 an	CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS	ANNONCES (la ligne ou son espace)..... 50 cent. RÉCLAMES (— — —)..... 75 cent.
LOT et Départ. limitroph. 3 fr. 5 fr. 9 fr. Autres départements.... 3 fr. 50 6 fr. 11 fr.		A. COUESLANT, Directeur L. BONNET, Rédact. en chef	Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le « Journal du Lot » pour tout le département. Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse
Les abonnements se paient d'avance		Les annonces sont reçues au bureau du Journal.	

Par ordre du ministère et sous menace de saisie, d'abord, de suppression ensuite, nous devons, désormais, vendre le « Journal du Lot » dix centimes, ou accepter de paraître sur le format du présent numéro. (« Il faut économiser le papier », — c'est pour quoi, 5 fois par semaine, les grands quotidiens ont 4 pages III). — Nous nous inclinons devant la force, tout en protestant contre le décret illégal du 10 août 1917. — Nous condenserons la matière de façon à donner le plus de texte possible dans ce format exigü. — Nos lecteurs, nous en avons la conviction, nous sauront gré d'avoir maintenu le prix de 5 cent. (Nous insérerons cet avis dans tous les numéros, pour expliquer ce format aux lecteurs nouveaux.)

Format illégalement imposé : N° 171

LA SITUATION

Les Bolchevikis et le Japon. — Une importante conférence à Rome avec les Jougoslaves. — L'espionnage et la naturalisation. Un bon exemple. — Les faveurs de la Suisse « officielle » vont toujours à nos ennemis !

Les bolchevikis, traîtres à leur pays et à la Civilisation, les bolchevikis pour qui l'Histoire sera cruelle, protestent violemment contre le débarquement à Vladivostock d'un contingent de soldats Japonais ! Rien ne peut justifier cette colère déplacée : Des sujets de l'Empire du Levant ont été assassinés dans le port Russe asiatique. Il était naturel que le Japon débarquât quelques troupes pour sauvegarder l'existence de ses nationaux.

Mais les Bolchevikis qui livrent le pays aux Boches, ont la grotesque prétention d'empêcher le débarquement de soldats alliés appelés par une simple mesure de police.

Le Japon ne s'arrêtera pas à cette protestation inefficace. Il faut même espérer, — selon le désir exprimé par M. Wilson — que d'autres troupes suivront. Il y va de l'intérêt des Alliés. Il serait fou, puisque la partie saine de la nation russe est incapable de se ressaisir, de laisser les Barbares agir à leur guise dans l'immense Russie, sans s'efforcer de contrarier leurs plans.

Ah ! certes, le remède à la situation lamentable du pays, est difficile à trouver, mais que servirait de se lamenter ! Ne vaut-il pas mieux tenter de réagir ? Et qui peut affirmer qu'une intervention habile du Japon en Sibérie, ne finirait pas par grouper autour des Nippons, tous les éléments russes que révoltent les lâches trahisons maximalistes ?

Il se tient à Rome, en ce moment, une Conférence qui offre un grand intérêt au point de vue de l'entente lorsque l'heure des pourparlers sera venue.

On sait qu'au début de son intervention, l'Italie afficha une intransigeance impérialiste exagérée. Elle voulait faire de l'Adriatique un lac Italien et se refusait à entendre parler d'un débouché sur la mer pour la Serbie.

Des déboires imprévus ont assagi nos voisins. Ils reconnaissent, aujourd'hui, les droits des Jougoslaves. Et la conférence qui se tient à Rome, actuellement, est la preuve la plus certaine de l'heureuse évolution des idées chez nos alliés du Sud.

Cette conférence, si elle donne les résultats que nous sommes en droit d'attendre, peut et doit provoquer en Autriche-Hongrie un mouvement dont les Alliés bénéficieront. Mais il faut que les dirigeants italiens parlent net, de façon à supprimer toute appréhension chez les nations Jougoslaves.

Une manifestation de ce genre, disent les *Débats*, est d'autant plus nécessaire que des paroles malencontreuses prononcées dans un discours sensationnel par M. Bosselli, lorsqu'il était président du Conseil, ont laissé de pénibles souvenirs à plusieurs des nationalités dont le Comité romain prend aujourd'hui la défense. C'est l'opinion des Italiens qui connaissent le mieux la question. Aussi voulons-nous croire que MM. Orlando et Sonnino se mettront d'accord pour que les paroles attendues soient prononcées. La réunion de la Conférence leur fournit une occasion naturelle de s'acquiescer, sous une forme à leur convenance, de ce devoir impérieux.

Plus tard serait trop tard. Le dernier moment de choisir, publiquement et sans réticence, entre deux politiques est venu. Si, par manie de réserver l'avenir, le gouvernement italien se dérobaient devant la résolution qu'il lui incombe de prendre, il ruinerait le présent et l'avenir à la fois. Il deviendrait alors responsable de l'évolution en sens inverse que son attitude de sphynx pourrait provoquer en Autriche-Hongrie.

Hâtons-nous de dire que les télégrammes venus de Rome permettent d'espérer que l'entente est certaine entre Italiens et Jougoslaves.

On sait que le Gouvernement se préoccupe de retirer leur qualité de Français à nombre de naturalisés. Il y a, à ce sujet, un projet de loi que l'on ne saurait trop approuver : on connaît, par de cruelles expériences, le mal fait à notre pays par les innombrables « indésirables naturalisés ».

On ne saurait donc trop féliciter M. Nail, dit le Comité Dupleix, pour son heureuse initiative : maintenant que leurs protecteurs officiels ne sont plus là pour le soutenir, il faut pouvoir se débarrasser rapidement de ceux qui trahissent leur patrie d'adoption.

Mais ce n'est pas suffisant : il y a d'une part l'instruction du dossier des cent cinquante mille étrangers résidant à Paris qui devrait être beaucoup plus activement poussée.

Il y a surtout, en ce qui concerne l'avenir, et pour toute la France, des mesures de préservation qui s'imposent. Il ne faut pas après la guerre que des boches — se disant Alsaciens — ou protestant d'un faux amour de notre Patrie, puissent obtenir leur naturalisation avec les mêmes facilités qu'autrefois.

Il faudra spécifier dans une loi nouvelle des formalités d'enquêtes sérieuses. Et comme, lorsque l'on a à faire à des Allemands, il faut poser en principe qu'ils sont toujours de mauvaise foi, il faudra prévoir dans la loi que nous sollicitons que les droits de Français ne pourront être pleinement accordés qu'après une ou deux générations nées en France.

Grâce à des mesures de ce genre, on arrivera à éconduire, espérons-le du moins, les espions qui, au moyen de la loi Delbruck, pouvaient si facilement devenir Français de ce côté de la frontière, tout en restant Allemands de l'autre côté du Rhin.

Grâce à ces naturalisés innombrables, travaillant partout pour leur pays, l'Allemagne, dont l'industrie principale est la guerre, avait mis la main, dans tous les pays du monde, sur les matières premières indispensables à la fabrication des armes et des munitions. Les colonies anglaises notamment étaient si bien accaparées par eux à cet égard qu'au moment de leur entrée en ligne les Anglais étaient obligés de racheter à des maisons boches des métaux provenant de leurs propres colonies.

M. Hugues, le Premier australien disait en 1916 : « Le zinc employé par l'Allemagne à la fabrication de ses munitions lui venait d'Australie. A Gallipoli, les soldats australiens étaient frappés par des balles dont l'enveloppe de laiton était fabriquée avec du zinc venant d'Australie. Les agences allemandes accaparaient le zinc, le cuivre, le plomb, et nous le revendajent — par l'intermédiaire d'agents à noms anglais mais d'origine allemande — à des prix exorbitants. »

« Voici ce que nous avons fait en Australie : Nous avons épuré toutes ces agences, nous avons débarrassé les Sociétés de tous les actionnaires allemands, qu'ils soient plus ou moins nés en Australie. C'était le seul remède pratique : faites de même. »

Il a fallu deux ans aux Anglais pour suivre cet exemple ; ils s'y sont enfin décidés. Une loi toute récente, promul-

guée chez eux et qui porte le titre de loi sur l'industrie des métaux non ferrugineux de 1918, spécifie que toute personne ou société voulant faire ce commerce, importer ou exporter de ces produits, devra justifier de sa *vraie* nationalité anglaise ; que toute société devra fournir la liste de ses actionnaires, de ses agences, des endroits où elle opère, les détails de tout contrat passé à quelque date que ce soit avec un sujet ennemi.

La loi énumère encore d'autres précautions et prononce des sanctions sévères contre tous ceux qui ne se conformeraient pas strictement à ces observations.

Cet exemple, pour tardif qu'il soit, conclut le Comité Duplex, n'en est pas moins bon à méditer et à suivre.

Encore un petit fait qui prouve que la Suisse officielle a pour les empires de proie un traitement de... faveur !

C'est le *Journal du Jura* (organe suisse) qui nous narre l'incident. Nous résumons fidèlement.

Personne ne doit circuler dans la zone militaire suisse sans une autorisation.

Ceci étant, Son Excellence, le général von W..., aide de camp du gouverneur de Bruxelles, débarquait, il y a quelque temps, à St-Imier (zone de guerre). Il venait — dit-on — pour la liquidation d'une succession. Son Excellence, sans se munir de l'autorisation exigible du commun des mortels, circula, plusieurs jours durant, dans le pays.

Quand on songea à lui faire les observations nécessaires, Son Excellence avait regagné la Germanie !

A quelques jours de là, un jeune Suisse de la localité même (St-Imier), engagé depuis 1914 dans l'armée française, se permit de venir embrasser sa mère. Le brave garçon n'ayant pas de costume civil, était venu en militaire, il était porteur de la croix de guerre, de la médaille militaire et de la fourragère. A peine descendu du train, il était appréhendé par les autorités militaires.... Ici, il faut citer textuellement :

Après examen de ses papiers et visite sanitaire, il fut autorisé à passer sa permission dans son village natal, quitte à se présenter tous les jours à l'autorité militaire. Toutefois, deux jours avant l'expiration du congé, notre homme, pour ne pas s'être présenté un jour qu'il était en visite loin de la localité, se voyait arrêté et conduit à la frontière française, au Col-des-Roches.

Sans commentaires ! Car dans la libre Helvétie (la plus vieille et la plus démocratique des républiques), on ne saurait traiter sur pied d'égalité un général allemand et un citoyen suisse.

Tout de même, la Suisse militaire et officielle abuse... quand les Alliés sont en cause !

A. C.

L'offensive boche

Les actions d'artillerie dominent la bataille. Les communiqués, les notes des envoyés spéciaux au front, les articles des journaux allemands, paraissent indiquer que l'hésitation règne dans le haut commandement.

La ruée en masse, actuellement brisée, va-t-elle reprendre ? Que veut faire Ludendorff de ses quarante divisions fraîches, apparemment groupées pour résister à une contre-offensive possible de Foch, vont-elles être utilisées pour un nouvel assaut ?

On ne sait. Tenons pour acquis l'échec allemand sur les routes de Paris à Amiens et constatons que les troupes franco-britanniques contiennent partout la pression de l'adversaire en lui infligeant de très grosses pertes. Tuer du Boche, paraît être le mot d'ordre donné, pour l'instant, par Foch, Pétain et Haig à leurs soldats.

Les trains sont pleins

Un télégramme de la frontière annonce que Bruxelles est converti en un vaste hôpital rempli d'hommes blessés dans l'offensive récente. Des trains chargés de blessés arrivent continuellement. Des centaines de trains chargés de cadavres ont été envoyés en Allemagne, via Anvers.

Le bombardement d'Arras

La ville d'Arras est l'objet d'un bombardement continu, qui dure depuis le 21 mars, jour où les Allemands déclenchèrent leur offensive.

C'est vers 5 heures du matin que le premier obus fut lancé sur la ville.

Durant deux jours et deux nuits, les obus de gros calibre tombèrent sans interruption.

Jamais Arrageois, ceux qui ne quittèrent jamais la ville depuis 1914, n'avaient assisté à un bombardement aussi terrible.

Depuis, le martelage continue par intermittences.

Les prisonniers français sur la ligne de feu

On communique la note suivante :

« Le gouvernement français a acquis la preuve que les Allemands ont employé des prisonniers français à 3 kilomètres de la ligne de feu, alors que nos conventions obligent à ne les employer qu'à 30 kilomètres. »

Les Allemands avouent

La *Gazette de Francfort* parle des difficultés soudaines qu'a eues à surmonter le général Foch, qui avait, dit-elle, plus qu'à maintenir une attaque allemande assez à temps pour qu'Amiens ne tombât pas.

En effet, le général Foch a réussi à résister assez longtemps, sur l'Avre, pour permettre aux Anglais de prendre pied devant Amiens, et pendant qu'une troisième armée française, s'arrêtait solidement et immédiatement derrière Montdidier et Noyon.

La question d'Alsace-Lorraine

La presse insiste sur l'importance capitale de la reconnaissance par l'empereur d'Autriche des droits français sur l'Alsace-Lorraine.

Elle y trouve la preuve de la réalité des désirs d'indépendance de l'Autriche et prévoit que Czernin sera sacrifié au mécontentement qu'éprouvera Berlin.

Les crimes bolcheviks

Les crimes commis par les bolcheviks à Blagovestchensk sont confirmés. Un officier japonais, revenant de Kharbine, affirme que 2.000 personnes ont été tuées ou blessées le 12 mars ; des centaines de civils ont été massacrés, tandis que les Japonais se trouvant dans l'hôpital ont été criblés de balles et de coups de baïonnette.

Les Turcs devant Batoum

Les Turcs annoncent qu'ils sont arrivés devant Batoum, et d'autre part qu'en Arménie ils ont réoccupé Van.

Sur le front italien

Officiel. — Dans la conquête d'Asiago, nos tirs de contre-batterie ont provoqué des explosions et des incendies dans les lignes adverses.

Devant Fagare, des embarcations ennemies ont été coulées à pic par nos canonnades.

Sur le reste du front, aucun événement important à signaler.

Un avion ennemi a été abattu par un de nos aviateurs, sur Santa Lucia di Piave.

Bolo a parlé

Le lieutenant Jousselin a déposé au greffe du 3^e conseil de guerre copie des déclarations faites par Bolo dimanche soir et dans la journée de lundi.

Mardi, M. Jousselin s'est rendu à la prison de la Santé pour entendre de nouveau les déclarations du condamné.

D'autre part, le capitaine Bouchardon a interrogé M. Caillaux au sujet des déclarations de Bolo et il se pourrait qu'une confrontation fût rendue nécessaire.

Les déclarations de Bolo, qui nécessitent le supplément d'instruction en cours, ont continué par l'audition du condamné, dans sa cellule de la prison de la Santé, par le lieutenant Jousselin.

Officiellement, rien ne transpire de ce qui s'est dit, non plus que des réponses qu'ont faites les témoins entendus et confrontés avec le condamné.

Chronique locale

Contraste

D'une lettre adressée par un de nos jeunes docteurs sur le front, nous extrayons ce passage qui est relatif au moral de nos poilus. « Je viens d'assister au défilé de troupes de toutes armes montant en ligne. Les troupes défilaient en un ordre parfait : le moral de tous les hommes était au plus haut point excellent. De l'avis des chefs qui les commandent, la confiance règne chez tous et c'est avec enthousiasme qu'ils marchent et disent leur confiance dans la victoire. »

De tous les points du front, il en est ainsi, comme l'indiquent tous les renseignements qui sont adressés.

Mais, par contre, il faut noter l'état d'esprit, le moral des Boches dont parlait un d'entre eux, fait prisonnier tout récemment.

Interrogé, il y a quelques jours, ce Boche n'hésitait pas à faire les déclarations suivantes : « Oui, il faudra un vainqueur qui percera et actuellement nous sommes en train de nous user. Le Kaiser veut la victoire, mais nous, nous ne voulons plus de lui ni de son Kronprinz, ni de ses hobereaux qui ont voulu la guerre. Ils sont en train de nous faire tuer pour conserver le trône du Kaiser et pour maintenir leur puissance. Et nous voyons bien que tous les nobles sont à l'arrière ou occupés à des emplois sédentaires au front.

« Et encore, il nous faudra, après la guerre, payer les impôts : le peuple a assez de ce régime brutal dont il tentera bien de se débarrasser. »

Parlant de la situation alimentaire en Allemagne, le boche disait que l'on

comptait beaucoup sur les céréales de Russie et de Roumanie.

On voit le contraste considérable qui existe entre la lettre dont nous avons publié un extrait et la déclaration de ce prisonnier boche : le moral est tout à fait différent. Alors que les poilus sont pleins de confiance et le manifestent hautement, les boches qui consentent à parler franchement n'hésitent pas à avouer leur lassitude, leur découragement et leur mécontentement contre le régime brutal qu'ils subissent.

C'est pourquoi, bien que tout le monde soit à peu près fixé sur le moral des Français et des boches, nous avons cru devoir noter ces témoignages lus ou entendus à Cahors.

Morts au champ d'honneur

Parmi les militaires morts au champ d'honneur, nous relevons les noms suivants de nos compatriotes :

Paul Lacam, gendre Mazet, mélanger à Lherm-Calviac.

— On vient de transcrire, sur les registres de Saint-Félix-Figeac, l'acte de décès du soldat Emile Aujols, de Saint-Jean-Mirabel, porté disparu depuis trois ans, et dont on annonce officiellement qu'il est mort au champ d'honneur, le 2 février 1915, en Champagne.

Nous saluons la mémoire de ces regrettes compatriotes et nous adressons à leurs familles nos sincères condoléances.

Citation à l'ordre du jour

Notre compatriote Hilarion Buffet, caporal originaire de Gourdon, a obtenu cette citation :

« Au front depuis le début de la campagne. A pris part aux combats de Belgique (1914), Marne (1914), Champagne (hiver 1914-1915), Artois (mai et sept. 1915), Fleury (1916), Moronvillers (avril 1917). »

Nos félicitations à notre vaillant compatriote.

Service de santé

Nos compatriotes MM. les docteurs Cambornac et Malbec, aides-major de 1^{re} classe, viennent d'être appelés au centre sanitaire de Rouen d'où ils doivent être dirigés vers leur nouveau poste.

Pour l'alimentation en pain

À l'issue de la séance extraordinaire qui a eu lieu lundi, le Conseil général du Lot a voté le vœu suivant :

Le Conseil, considérant :

Que le département du Lot se trouve, au point de vue de son alimentation en pain, dans un état d'infériorité marqué, soit qu'on envisage, d'abord, la composition de sa population qui comprend, pour les 9/10, des agriculteurs pouvant bénéficier, comme ouvriers de force, d'un supplément de ration, soit qu'on compare son ravitaillement à celui des départements voisins,

S'appuyant sur les chiffres fournis dans les différents rapports de l'Administration préfectorale, rigoureusement exacts et contrôlés par la Commission du Conseil général,

Considérant que, pour être en mesure d'assurer à chaque habitant la consommation moyenne de 300 grammes par jour, le Département du Lot a besoin de recevoir, mensuellement, 17.000 quintaux de blé jusqu'à la prochaine récolte,

Qu'il est indispensable de constituer l'avance d'un stock d'un mois, pour éviter par suite de retards fortuits dans les moyens de transport, des moments d'effolement qui, dans les circonstances tragiques que nous traversons, doivent être évités à tout prix ; les préoccupations d'alimentation minima devant être écartées de l'esprit de ceux de l'arrière qui ont toutes leurs pensées fixées vers le front et de ceux qui y soutiennent si vaillamment le choc des barbares :

Nomme une délégation qui, accompagnée

des Députés et Sénateurs du Lot, se rendra auprès de M. le Ministre du Ravitaillement avec mandat d'expliquer au représentant du Gouvernement toute la détresse des habitants à raison du manque de farine, situation d'autant plus pénible et inexplicable, que les départements voisins, — dont quelques-uns sont moins producteurs de céréales que le Lot, — bénéficient d'envois suffisants pour éviter jusqu'ici le rationnement.

Le sacre de l'Évêque de Cahors

La *Défense* annonce que le sacre de Mgr Giray, évêque de Cahors, aura lieu le 1^{er} mai, dans l'Eglise Cathédrale de Grenoble.

Chambre de Commerce

Communiqué

Le Ministre du Commerce, dans le but de faire connaître exactement les besoins en matériaux réfractaires de différents consommateurs et en particulier des boulangers et des fabricants de fours de boulangerie, prie les intéressés de vouloir bien adresser sans retard à la 3^e section du Service Technique, 44, rue de Bellechasse, Paris (7^e), un état de prévision de leur consommation annuelle en matériaux de cette nature.

Un drame d'amour

En 1914, parmi les prisonniers boches amenés et internés dans l'Ecole de la rue du Lycée, puis au Payrat, se trouvait le nommé Plitzka Paul, né le 26 juin 1890 à Dieuze, fils de André et de Marie Decker.

Il avait déserté l'armée boche le 26 août 1914 et s'était constitué prisonnier, car, disait-il, il ne voulait pas, lui Alsacien-Lorrain, servir dans l'armée boche.

Au Payrat, Plitzka fit connaissance d'une jeune fille, Eugénie Rigal, demeurant avec ses parents, aux Tuileries, près Larroque-des-Arcs. Un roman d'amour s'ébaucha entre les 2 jeunes gens.

Le 18 mars 1916, Plitzka contracta un engagement au 4^e zouave, puis il y a un an, en qualité de spécialiste mécanicien-ajusteur, il fut affecté aux usines du Creusot.

Depuis son départ du Payrat, Plitzka et Eugénie Rigal s'écrivaient, malgré la défense formelle des parents de celle-ci.

Mais en janvier 1918, la jeune fille annonça au jeune homme qu'elle ne voulait plus lui écrire et que dans tous les cas, elle ne serait jamais sa femme.

Profitant d'une permission de 10 jours, Plitzka arriva à Cahors : tous les jours, il allait aux Tuileries et voyait la jeune fille qui lui déclara que son père ne voulait pas la marier à un Allemand.

Mardi matin, l'amoureux revint aux Tuileries, vit Rigal père et la jeune fille. Devant eux, il formula sa demande en mariage. Sur la réponse négative du père et de la jeune fille, Plitzka se retira, ferma la porte.

Tout à coup une violente détonation retentit. Rigal et sa fille ouvrirent la porte et trouvèrent l'amoureux éconduit étendu, ne donnant plus signe de vie. Plitzka s'était brûlé la cervelle.

Les constatations d'usage furent faites par M. Patou médecin-aide-major à Cahors et par M. Caillou, commissaire de police.

Le corps a été transporté à l'hôpital mixte.

Avis aux réfugiés et rapatriés

Les personnes évacuées ou rapatriées des régions envahies sont invitées à faire connaître leur ancienne et leur nouvelle adresse au service des Postes, afin de

permettre la réexpédition de leurs correspondances :

Les demandes de réexpédition devront être adressées sans être affranchies.

1^o Pour la *Pas-de-Calais*, au receveur des Postes de *Boulogne-sur-Mer*.

2^o Pour la *Somme*, au receveur des Postes d'*Amiens à Rouen*.

3^o Pour *Lille, Roubaix, Tourcoing, Douai, Cambrai et Valenciennes*, au receveur des Postes de *Paris 121*.

4^o Pour les autres localités du département du *Nord* au receveur des Postes de *Paris X^e*.

AVIS DE DÉCÈS

Monsieur Gabriel PÉLISSIE DE CASTRO président du tribunal de Condom et Madame PÉLISSIE DE CASTRO ; Monsieur Henry DE VALON, avocat à Cahors et Madame DE VALON, née PÉLISSIE DE CASTRO ; Monsieur Pierre PÉLISSIE DE CASTRO et Mademoiselle Marguerite PÉLISSIE DE CASTRO ; Messieurs Bernard et Yves DE VALON ; Mesdemoiselles Valentine et Françoise DE VALON ont l'honneur de faire part du décès de

Madame veuve PÉLISSIE DE CASTRO

leur mère, belle-mère et grand-mère, survenu à Albas le 8 avril 1918, dans la 83^e année de son âge, munie des sacrements de l'Eglise.

Il ne sera pas envoyé de lettres de part.

AVIS DE DÉCÈS

Madame veuve TAILHADE, les familles BASTIDE, LATOURETTE, DELSAHUT, LAFON et tous les autres parents ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent de faire en la personne de

Monsieur Jules BASTIDE

Receveur de l'Enregistrement en retraite

décédé à Cahors le 9 avril 1918 à l'âge de 66 ans, et les prient d'assister à ses obsèques qui auront lieu jeudi 11 avril à 9 heures du matin en l'église Cathédrale.

Réunion à la maison mortuaire : Rue du Pont-Neuf.

AVIS DE DÉCÈS

Madame et Monsieur Paul LEMOZY, receveur du bureau central télégraphique de Toulouse ; Monsieur et Madame BERTRAND, née LEMOZY ; Monsieur Edouard LEMOZY, Mademoiselle Christine LEMOZY, ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Madame Noël LEMOZY

leur mère et belle-mère décédée dans sa 86^e année et les prient de vouloir bien assister à ses obsèques qui auront lieu le vendredi 12 avril à 9 h. 1/2 du matin sur la paroisse de la Cathédrale.

On se réunira à la maison mortuaire, 7, rue de la Chantrerie.

Le présent avis tiendra lieu de lettre d'invitation.

PLUS DE MÈCHES SOUFRÉES

Par l'emploi des Pastilles « LABOR » 30 % d'économie. — Demand. échant. gratuits aux Etablissements Jane Chambon, 4, Bd d'Accès, Marseille. Représentants compétents sont acceptés.

NOS DÉPÊCHES

COMMUNIQUÉ DU 9 AVRIL (22 h.)

Paris, 9 avril, 23 h.

Au nord de Montdidier, l'artillerie ennemie, violemment contrebattue par la nôtre, a bombardé plusieurs points de nos positions.

Dans la région de Hangard-en-Santerre, nos feux ont empêché une attaque allemande de déboucher de ses lignes.

Nous avons repoussé une tentative de l'ennemi à Pouest de Noyon, dans le secteur de Biermont.

Sur la rive gauche de l'Oise, lutte d'artillerie intermittente.

Nos batteries ont pris sous leurs feux et dispersé des rassemblements ennemis dans la région de Coucy-le-Château.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

Londres, 9 avril, soir.

Ce matin, après un intense bombardement de nos positions, depuis le canal de La Bassée jusqu'au voisinage d'Armentières, d'importantes forces ennemies ont attaqué les troupes britanniques et portugaises qui tenaient ce secteur de notre front.

Favorisé par une brume épaisse rendant difficile l'observation, l'ennemi a réussi à pénétrer dans les positions alliées dans le voisinage de Neuve-Chapelle, de Fauquissart et de la Ferme de la Cordonnerie.

Après un combat qui a duré toute la journée, l'ennemi a réussi à repousser au centre les troupes portugaises et à une aile les troupes britanniques jusqu'à la Lys, entre Estaires et Bac-Saint-Maur. Nous maintenons nos positions aux deux ailes, aux environs de Givenchy et de Fleurbaix.

En ces deux points, il y eut un vif combat, et l'ennemi fut repoussé.

Richebourg, Saint-Vaast et Laventie ont été pris par l'ennemi.

La lutte continue violente sur tout le front.

Au cours de la journée, un engagement de moindre importance a eu lieu sur le front britannique au sud d'Arras, au cours duquel nous avons fait quelques prisonniers.

COMMUNIQUÉ DU 10 AVRIL (15 h.)

FURIEUX ASSAULTS BOCHES tous contenus

La nuit a été marquée par une série d'actions locales entreprises par l'ennemi en plusieurs points du front.

Dans la région de Hangar-en-Santerre, LES ALLEMANDS ONT PRONONCÉ, hier, en fin de journée, UNE ATTAQUE PUISSANTE précédée d'une forte préparation d'artillerie. UN COMBAT ACHARNÉ S'EST ENGAGÉ pour la possession du village qui est passé de main en main. A 3 h. du matin, UNE CONTRE-ATTAQUE DE NOS TROUPES NOUS A RENDU, ENTIÈREMENT, LE VILLAGE ET LE CIMETIÈRE.

Au même moment, UNE TENTATIVE ENNEMIE de nous chasser du bois à

Pouest de Castel A SUBI UN SANGlant ÉCHEC.

A Pouest de Noyon, LES ALLEMANDS N'ONT PAS ÉTÉ PLUS HEUREUX dans la région de Suzoy. Nos troupes ont encore brisé les efforts de l'ennemi qui a accru le chiffre de ses pertes sans obtenir de résultat.

Au nord-est du Mont Renaud, nos reconnaissances ont fait des prisonniers et capturé deux mitrailleuses.

Sur la rive gauche de l'Oise, dans la région du canal, lutte d'artillerie intermittente.

Au nord-ouest de Reims, nous avons réussi une incursion dans les lignes ennemies et fait des prisonniers.

ACTIVITÉ DES DEUX ARTILLERIES sur la rive gauche de la Meuse, en forêt d'Apremont, en Wœvre et dans la région de Flirey.

Paris, 11 h. 45.

Les Boches voulaient soulever le Maroc

De Londres : Le Times publie un long article montrant que les Allemands voulaient soulever le Maroc et que l'espionnage allemand fonctionnait dans les zones française et espagnole.

Nous croyons savoir que toutes les manœuvres allemandes étaient connues en haut lieu depuis longtemps et que toutes les mesures furent prises depuis mars.

Le front italien

De Rome : Orlando visitant le front italien a déclaré que sa confiance était absolue dans la résistance des lignes.

Albert Thomas à Milan

De Milan : Albert Thomas a présidé hier le Congrès des Nations opprimées. Il a déclaré que si la France était victorieuse, elle réclamera seulement l'Alsace-Lorraine.

LA BATAILLE DE PICARDIE CONTINUE AVEC VIOLENCE

La bataille de Picardie continue violente. On signale la continuation du duel d'artillerie, excessivement violent sur les deux rives de la Somme.

L'abandon de Coucy-le-Château se fit dans le plus grand calme et en toute liberté vers de nouvelles positions. Les Allemands mirent plusieurs divisions en ligne et leurs pertes furent excessivement sérieuses.

Le recul anglais

Entre Armentières et La Bassée, sur un front de 20 kilomètres, les Allemands avancèrent en formations serrées, principalement entre Estaires et Baestmaur.

(Estaires est à 3 km. au n.-o. de Laventie ; Baestmaur ?...)

Près de Givenchy, les Anglais tiennent bon, également près de Fleurbaix.

(Givenchy est à 10 km. au sud de Laventie ; Fleurbaix à 5 km. au N.-EST. L'avance vers Estaires constitue donc une poche).

La bataille continue EXTREMEMENT VIOLENTE.

Béthune préservée

Les Anglais barrent solidement l'accès de la région de Béthune où nous avons d'importants charbonnages.

Les 3 buts d'Hindenburg

De Genève : D'après la presse allemande, Hindenburg aurait 3 buts : refouler les britanniques vers le nord ; séparer les Français des Anglais sur la direction Amiens-Abbeville ; enfin isoler la région parisienne par la rupture de la ligne française au nord de l'Aisne.

Les trois objectifs sont aujourd'hui tentés, mais pas réalisés.

Nous restons sceptiques quant à la réalisation.

Nos réserves intactes

Il est bon de rappeler que les réserves de Foch sont absolument intactes.

L'opinion anglaise

De Londres : Le correspondant de l'Associated Press rend un grand hommage à la conduite des troupes anglaises et portugaises qui reçurent le choc de La Bassée, par des troupes allemandes fraîches.

Le Daily Mail croit que la situation sera modifiée avant 48 heures.

Sur le front anglais

LA BATAILLE S'ÉTEND au Nord

14 h. 29.

Sur le front de bataille, au nord de La Bassée, la lutte a continué avec acharnement, hier soir et pendant la nuit. Nos troupes tiennent la ligne de la Lave à la Lys et sont violemment engagées sur le travers près des points de passage, Etaires et Parc St-Maur.

Sur le front sud, Givenchy, où les Allemands étaient parvenus à pénétrer a été repris un peu plus tard par une brillante contre-attaque. La 55^e division a fait, au cours du combat, dans ce secteur, 750 prisonniers.

De bonne heure, ce matin, l'ennemi a ouvert un feu violent de bombardement, sur les positions à l'est et au nord d'Armentières, jusqu'au canal d'Ypres à Commines.

On signale que le combat d'infanterie aurait commencé dans la partie sud de cette zone.

Au sud de la Somme, des actions locales ont eu lieu hier soir, sur certains points du front britannique. La situation reste sans changement.

La bataille a repris avec une violence inouïe au nord de La Bassée. Sous un choc extrêmement violent, nos alliés ont cédé un peu de terrain, mais les lignes tiennent bon et on fait remarquer que les réserves de Foch sont toujours intactes. Les Alliés attendent donc une usure plus grande des Boches pour contre-attaquer.

La presse anglaise manifeste une très grande confiance sur la suite des opérations.

Le communiqué de ce soir indique que la bataille fait rage mais que l'ennemi en dépit de ses efforts est complètement maintenu. C'est de bon augure pour la suite.

La bataille fait rage aussi sur le front anglais. Elle gagne même le secteur nord d'Armentières, mais partout, l'ennemi est contenu.

Le propriétaire-gérant : A. COUESLAND